

change et exporterait ensuite à l'étranger des millions de dollars en intérêts annuels; non pas non plus à l'emprunt direct des banques, qui ouvrirait les écluses à une vague d'inflation; mais plutôt à l'emprunt intérieur, offert au petit épargnant comme un placement de tout repos et un moyen d'assurer la victoire de nos armes!

Pas de contrainte

Les Etats totalitaires ont d'autres moyens de défrayer le coût de la guerre. Ils peuvent à leur gré réquisitionner la production industrielle et agricole; ils peuvent conscrire le travail et l'épargne; ils peuvent absorber l'initiative individuelle et chambarder l'économie nationale; ils peuvent imprimer du papier-monnaie selon leurs besoins, au risque de supprimer en quelques mois l'épargne accumulée pendant plusieurs années; ils peuvent se livrer au troc; échanger le fruit du labeur de leurs nationaux, contre des engins de guerre, des produits alimentaires, des matières premières essentielles au renouvellement de leur outillage. Le Canada est un pays démocratique. Le Canada respecte les lois élémentaires de la démocratie. Le Canada n'a pas besoin d'imposer des contraintes à ses fils pour assurer à une oeuvre nationale l'appui de leur dévouement.

Le premier emprunt de guerre du Canada exprime le principe inébranlable qui inspire les entreprises du gouvernement depuis le début des hostilités: le principe du volontariat, de l'effort spontané, de la collaboration libre. Vous soutenez librement au premier emprunt de guerre, avec la conscience de prendre les armes, sur le front économique, pour soutenir les colonnes intrépides de nos Alliés sur les champs de bataille. Mes compatriotes de la province de Québec ont prouvé tant de fois la qualité de leur patriotisme que je le félicite d'avance et les remercie de "mettre leur argent au service de la liberté".

La première grande offensive de l'armée sans uniformes

Emission limitée à \$200 millions — Préférence au plus petit souscripteur — Prêts à court terme pour faciliter les souscriptions — Contre l'inflation — Pourquoi l'emprunt s'adresse au petit épargnant — Distinction entre la production de guerre, qui raffermira notre économie industrielle, et celle qui cessera automatiquement à la fin du conflit — Deux milliards et demi d'épargnes peuvent être mobilisés sans hypothéquer l'avenir — Front économique

Le Canada est entré librement dans la guerre... il aurait pu rester neutre — Gagner la guerre, maintenir le niveau de la vie nationale et préparer le rajustement de l'après-guerre — Achats du Royaume-Uni au Canada — Un million par jour pour défrayer le coût de la guerre — Expansion de l'activité industrielle et disparition graduelle du chômage — Pas de contrainte: souscription libre

TEXTE DE M. ERNEST LAPOINTE

OTTAWA, 15 (D. N. C.). — M. Ernest Lapointe, ministre de la Justice, a prononcé hier soir une causerie radiophonique dont nous donnons le texte ci-après. M. Lapointe a parlé en français, alors que M. J.-L. Ralston, ministre des Finances, a prononcé une causerie en anglais. Les deux orateurs ont suivi à peu près les mêmes lignes d'idée, à cette différence que M. Ralston a insisté sur l'aspect financier et que M. Lapointe a exposé nos buts de guerre. La causerie de M. Lapointe a été traduite en anglais alors que celle de M. Ralston n'a pas été traduite en français. Voici le texte de M. Lapointe:

Demain matin, à neuf heures, le premier emprunt de guerre du Canada sera offert au public. L'agriculteur, l'ouvrier, l'industriel, le financier, toute l'armée sans uniformes qui se pressera aux guichets des banques et des maisons de courtage pour souscrire à cette entreprise nationale livrera sa première grande offensive, sur le front économique, contre les forces de destruction qui menacent notre liberté, nos institutions, la vie même de nos familles et de cette famille de familles qu'est la nation. Car les distances et l'éloignement géographique qui isolaient autrefois les continents et dressaient entre eux une cloison impénétrable n'existent plus aujourd'hui. Le progrès de la science a aboli les frontières. L'explosion qui bouleverse l'Europe se répercute en Amérique. La force armée qui se porte à l'assaut de l'Angleterre et de la France se dresse, également menaçante, également redoutable, aux portes mêmes de notre pays.

L'ennemi commun

L'hittérisme est l'ennemi commun. La défaite des démocraties déchaînerait sur nous une vague de destruction et d'asservissement où périraient toutes les traditions, tous les droits, toute la morale que nos pères ont achetée au prix de leur sang. Pourvons-nous concevoir cette hypothèse terrible sans un serrement de coeur? Songez plutôt que le Canada, par l'étendue de son territoire habitable, l'abondance de ses richesses naturelles, l'excellence de son outillage économique, serait pour un ennemi victorieux une conquête de premier ordre, pour un ennemi surpeuplé un exutoire démographique, pour un ennemi qui rêve de domination par les armes un bastion sur le continent américain. Les anciennes colonies du Reich en Afrique seraient vite oubliées dans la reddition des comptes auprès d'un pays jeune, de climat tempéré, où le vainqueur trouverait les matières premières essentielles au fonctionnement de ses industries. Si nous envisageons la perspective terrifiante d'une victoire ennemie, comment ne pas comprendre la nécessité vitale d'une victoire alliée?

Une armée civile

Le peuple canadien a compris. La beauté de son redressement est d'autant plus admirable qu'il est absolument spontané, raisonné, volontaire. Aucun sacrifice qui ne soit librement accepté, aucun renoncement qui ne jaillisse du coeur, aucune contrainte dont chacun ne saisisse la nécessité. Le Canada est entré librement en guerre. Au nom de la même liberté, il aurait pu rester neutre et pourrait aujourd'hui s'en dégager, s'il voulait assumer la responsabilité de rompre des liens qui sont la garantie la plus sûre de sa sécurité et de son avenir parmi les nations. Il fait la guerre pour sauvegarder cette liberté précieuse, la défendre avec détermination, comme le soldat monte la garde à la frontière du sol natal. Nous combattons l'hittérisme et le communisme parce que nous haïssons de toute notre âme leur philosophie destructrice et brutale. Mais notre combat ne se borne pas à l'activité militaire. La guerre, est-il besoin de le dire, se gagnera d'abord sur le front économique.

Nos soldats qui se sont enrôlés volontairement pour servir en Europe ou défendre nos frontières, c'est nous qui les armerons dans ce combat de géants; ce sont nos ressources qui appuieront leur résistance, c'est notre travail qui les outillera pour repousser l'assaut d'un ennemi entraîné, discipliné, rompu à la guerre moderne. Voilà pourquoi le Canada a besoin d'une vaste armée civile — l'armée des agriculteurs, des huchers, des ouvriers industriels, des employés, des chefs d'entreprises — dont le dévouement et le courage pacifiques assureront la victoire de nos armes!

Le rôle du Canada

La contribution du Canada à la guerre s'exprimera de plusieurs façons. Le 17 décembre dernier, le premier ministre du pays vous a exposé dans ses grandes lignes l'accord intervenu entre la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada pour l'entraînement en commun des aviateurs du commonwealth. Notre pays sera le théâtre de, cette vaste entreprise. L'exécution du programme, défrayé par les quatre pays signa-

taires, exigera l'établissement de 67 écoles d'aviation, l'agrandissement et la modernisation de quelque 20 aérodromes, la construction d'une soixantaine d'autres, répartis entre les diverses provinces du pays, l'achat d'un outillage important et le recrutement d'un nombreux personnel de techniciens. Cette oeuvre de guerre procurera du travail à un grand nombre de Canadiens et stimulera l'industrie du bâtiment; mais elle grèvera naturellement le budget de l'Etat, déjà alourdi par le coût quotidien de la guerre. Une partie du produit de l'Emprunt de Guerre sera consacrée à défrayer notre part de ce programme collectif. Notre rôle dans la guerre est celui d'un pays libre, mais conscient de ses responsabilités et du danger qui compromet son existence. Nous jouerons ce rôle volontairement, et je suis sûr que la province de Québec, fidèle à ses traditions, contribuera généreusement à l'oeuvre nationale.

Un triple but

Mon collègue des Finances, M. Ralston, a précisé à maintes reprises que la politique fiscale, le régime des emprunts, le contrôle des prix, la politique monétaire et les dépenses du Gouvernement convergeraient vers un triple but: 1. gagner la guerre; 2. maintenir le niveau de vie de la nation; 3. conserver à l'économie nationale son équilibre et la préparer, avec le moins de heurt possible, aux rajustements de l'après-guerre.

Pour assurer la stabilité de notre économie, le Gouvernement, éclairé par l'expérience de 1914, s'est d'abord cuirassé pour ainsi dire contre les assauts de l'inflation. En remédiant à la disette de certaines denrées, en stimulant la production de certaines autres, en prohibant le *stockage* ou la thésaurisation, il a réussi à prévenir une hausse momentanée des prix qui aurait alourdi le coût de la vie. Quant à l'inflation monétaire, qui naquit dans le sillage de la dernière guerre et détraqua la vie économique de plusieurs pays, MM. Ralston et Hsley l'ont tous deux condamnée au nom du Gouvernement comme une forme injuste de l'impôt qui frappe surtout le petit épargnant. L'inflation monétaire consiste dans l'emploi excessif de la planche à billets, dans l'émission répétée de papier-monnaie sans couverture métallique; elle répand des dollars dévalués qui font une concurrence injuste aux dollars accumulés par l'épargne. Les revenus fixes, salaires, assurances, obligations, dividendes sur actions de privilèges, diminuent dans la mesure où la monnaie s'avilisse.

La monnaie détériorée par sa surabondance même — favorise les grandes sociétés, dont la dette obligataire s'allège au détriment des détenteurs. En un mot comme en cent, l'inflation constitue une répartition inégale de l'impôt. Par l'entremise de la banque centrale, qui règle le volume de la monnaie en circulation, le gouvernement possède tous les moyens nécessaires pour empêcher l'avilissement de notre devise.

Il faut de plus songer à l'avenir. Il faut garder le Canada en bonne santé pour qu'il soit agréable d'y vivre pendant et après la guerre. Il faut régler sagement le rapport entre l'impôt et l'emprunt. Il faut savoir distinguer entre la production de guerre qui raffermira notre économie industrielle et la production de guerre qui cessera automatiquement à la fin du conflit. L'une des erreurs de la première guerre fut précisément l'imprévoyance dans ce domaine. Voilà pourquoi le gouvernement adopte la politique du "Pay as You Go" et s'efforce de payer les frais de la guerre au fur et à mesure qu'ils naissent.

L'épargne mobilisable

A l'heure actuelle, les oeuvres de guerre n'occupent pas encore nos industries à leur capacité, bien que l'indice économique témoigne d'une vigueur nouvelle depuis quatre mois et que l'embauchage soit en avance sur l'année 1938. A mesure que nos propres dépenses de guerre et les commandes placées au Canada par les Alliés se répercuteront sur l'économie nationale, les revenus individuels augmenteront et, infailliblement, cette augmentation des revenus se traduira par une augmentation parallèle de l'épargne. On estime qu'il y a actuellement dans les banques et diverses institutions financières plus de 2 milliards et demi de capitaux sans

emploi. Cette épargne du peuple canadien peut être mobilisée pour les fins de la guerre sans abaisser le niveau de vie de la nation, sans gêner l'activité économique et, surtout, sans hypothéquer l'avenir.

L'emprunt de guerre

Le Canada demande \$200,000,000 à l'épargne. A ce sujet il semble que nous ferons si le montant de l'emprunt est dépassé. Laissez-moi vous dire qu'il a été décidé que le montant de souscriptions qui sera accepté a été fixé définitivement à \$200,000,000 et que dans la répartition de ce total des souscriptions la préférence sera accordée au plus petit souscripteur.

Le Canada vous demande un acte de patriotisme qui est pour ainsi dire un acte d'intérêt personnel. L'argent que vous placerez dans les obligations du premier emprunt de guerre vous rapportera un intérêt annuel de 3 1/4% jusqu'à l'échéance. Les titres seront munis d'un coupon que vous détacherez tous les six mois et présenterez au guichet de votre banque pour toucher vos intérêts. Il y aura cinq échéances successives à compter du 1er février 1948 jusqu'au 1er février 1952. Les titres rachetés aux trois premières échéances seront remboursés à leur valeur nominale, c'est-à-dire exactement au prix que vous les aurez payés, à quoi s'ajoutera naturellement l'intérêt couru. A la quatrième échéance, celle de 1951, le détenteur recevra une prime de 1/2% et à la dernière échéance, celle de 1952, une prime de 1%. Le prospectus de l'emprunt a paru ces jours derniers dans les journaux. Chacun de vous devrait le lire attentivement et, au besoin, devrait s'adresser à la banque, à une maison de courtage ou à un ami averti des choses de la finance pour obtenir les éclaircissements qu'il désire. Pour bien montrer qu'il compte sur la souscription du petit épargnant, le gouvernement a autorisé l'émission de ses titres au porteur en coupures minima de \$50 et il a prié les banques de consentir des prêts à court terme comportant un intérêt annuel de 3 1/4% pour vous faciliter l'achat immédiat des obligations du premier emprunt de guerre. Ces prêts exceptionnels n'excéderont pas 80% du montant de votre souscription. Autrement dit, vous pourrez acheter disons quatre coupures de \$50 chacune et obtenir un prêt de \$160.

Offensive économique

Je voudrais voir demain aux guichets des banques et des maisons de courtage la foule de mes compatriotes qui ont épargné une partie du fruit de leur travail et qui, aujourd'hui, peuvent mettre leurs économies au service d'une entreprise nationale. Ce sont les souscriptions modestes que le gouvernement désire, afin que le premier emprunt de guerre symbolise non pas l'effort d'une minorité, mais la grande offensive économique du peuple canadien, de la nation tout entière, contre les puissances de destruction. Il faut que les souscriptions spontanées de chacun d'entre nous à l'emprunt de guerre soient autant d'assauts contre l'hittérisme. Pour construire des écoles d'aviation au pays, moderniser ses aérodromes, payer les traitements d'un nombreux personnel technique, fabriquer des avions légers pour les pilotes et leurs élèves, acquitter sa part des dépenses qu'entraînera l'exécution du programme d'entraînement en commun dont je vous ai parlé tout à l'heure; pour maintenir, équiper, nourrir, loger nos troupes territoriales, si nécessaires à la sécurité intérieure, et les soldats qui, de leur plein gré, se sont embarqués pour l'Europe afin de participer de plus près à la lutte; en un mot pour défrayer le coût de la guerre, le Canada a besoin d'un million de dollars par jour. Avec les commandes que nos Alliés placeront au Canada, ces dépenses de guerre contribueront à l'expansion rapide de l'activité industrielle et — il y a tout lieu de le prévoir — à la disparition graduelle du chômage.

Je puis vous dire ce soir, afin de mieux illustrer ma pensée, que les achats du Royaume-Uni au Canada au cours de la première année de la guerre seront de quatre à \$500,000,000 environ.

Un emprunt véritablement "national"

Mais l'économie nationale ne fonctionne pas encore à plein rendement, et le gouvernement ne reçoit pas encore du fisc ou, si vous préférez, des impôts de guerre et des impôts ordinaires les revenus qu'il en tirera lorsque nos industries travailleront à leur capacité. Le gouvernement recourt donc à l'emprunt pour combler la différence entre ses revenus et ses dépenses exceptionnelles, non pas à l'emprunt extérieur qui susciterait de nombreuses tracasseries de